

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/127
9 août 1951
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

DOCUMENT
INDEX UNIT

MASTER

1 OCT 1951

MTD | W |

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
quatrième session

INSTRUMENT INTERNATIONAL POUR LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET LA PROTECTION DES MINORITES

(Projet commun ^{*}présenté par M. Ekstrand, M. Masani et M. Menesse-Pallares)

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités :

Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter les dispositions
ci-après relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la pro-
tection des minorités :

PROJET DE RESOLUTION

La Commission des droits de l'homme,

Considérant que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle
des droits de l'homme posent en principe que tous les êtres humains doivent
jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans discrimination;

Constatant que, dans de nombreux pays et dans de nombreux territoires non
autonomes, les minorités ethniques, nationales, religieuses ou linguistiques
jouissent du même traitement et de la même sécurité, en droit et en fait, que
l'élément dominant de la population;

Reconnaissant toutefois que dans les pays où il n'en n'est pas ainsi, les
efforts tentés par les minorités pour parvenir à cette égalité, qu'ils émanent

* Les auteurs du présent document de travail sont d'accord en général sur les
dispositions qu'il contient, mais se réservent le droit de les amender au
cours de la discussion.

spontanément de la minorité ou qu'ils soient inspirés ou soutenus de l'extérieur, ont souvent donné lieu à une tension et à des conflits, menaçant ainsi le maintien de la paix et de la sécurité internationales et causant des souffrances incalculables à un grand nombre de personnes;

Considérant qu'il est urgent d'éliminer, de façon progressive et ordonnée, cette source de tension et de conflits;

Consciente que ce problème est d'ordre international par sa nature et sa portée, et qu'il exige le recours à une action internationale concertée;

Convaincue que la tâche principale des Nations Unies, en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, est d'encourager et d'aider par tous les moyens possibles la coexistence des minorités avec l'élément dominant de la population du pays ou du Territoire non autonome dans lequel elles vivent, sur la base d'une égalité de traitement et de sécurité, assurée en droit et en fait;

Recommande que le Conseil économique et social prenne des dispositions pour élaborer une convention internationale pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, qui s'inspirerait dans ses grandes lignes du projet de convention qui figure à l'annexe A de la présente résolution;

Recommande en outre que le Conseil économique et social crée un organe permanent d'experts en matière de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités, désigné par le Secrétaire général et responsable devant le Conseil; cet organe sera composé de cinq à huit membres hautement qualifiés et fera appel à des experts consultants ayant acquis une expérience de première main dans ce domaine; il devra, tout en veillant à ne pas encourager d'activités subversives ou hostiles dirigées contre aucun gouvernement, accomplir les tâches suivantes :

- a) Rechercher, par voie de négociation, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, en favorisant la conclusion d'accords bilatéraux ou régionaux ou par tout autre moyen pacifique, la solution des problèmes urgents et importants qui se posent dans ces domaines et qui ne sont confiés ni à l'Assemblée générale, ni au Conseil de sécurité, ni à tout autre organe de mise en oeuvre que pourrait établir le futur Pacte des droits de l'homme;

- b) attirer l'attention du Secrétaire général des Nations Unies sur toute question relative à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités qui, de l'avis du groupe d'experts, est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- c) étudier l'application des lois, règlements et mesures administratives adoptés par des Etats Membres en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités;
- d) désigner des commissaires ou créer des commissions spéciales chargées de collaborer avec les gouvernements intéressés pour évaluer l'efficacité de ces mesures;
- e) poser des principes communs de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités, fondés sur l'étude de l'efficacité des législations existantes, et chercher à s'assurer la coopération des gouvernements pour donner effet à ces principes;
- f) s'acquitter de toutes fonctions qui lui seraient confiées en exécution de tout accord international sur la lutte contre les mesures discriminatoires ou la protection des minorités, telles que les fonctions dont il est question à l'article 20 du projet de convention qui figure à l'annexe A de la présente résolution;
- g) Collaborer avec les gouvernements, l'UNESCO et les autres organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales, dans toutes les activités scientifiques et éducatives tendant à corriger les attitudes collectives qui rendent plus difficiles la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités; et
- h) Faire rapport au Conseil sur ses travaux au moins une fois par an.

ANNEXE A

PROJET DE CONVENTION POUR LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET LA PROTECTION DES MINORITES

PREMIERE PARTIE

Dispositions générales

Article premier

Définition du terme "minorité"

1. Aux fins de la présente convention, le terme "minorité" s'applique à un groupe non prédominant de ressortissants d'un Etat, résidant sur le territoire de cet Etat et placé sous sa juridiction, qui possède et désire ^{1/} conserver des traditions ou des caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques stables se différenciant nettement de celles du reste de la population, et qui est assez nombreux pour conserver ces traditions et ces caractéristiques.
2. Les dispositions des articles _____, _____, et _____ de la présente Convention ne sont pas applicables aux membres des minorités qui :
 - a) Ont proclamé leur loyauté ou leur fidélité envers un autre Etat ou ont montré par leurs actes que leur loyauté ou leur fidélité était acquise à cet autre Etat;
 - b) Ont été déclarés criminels aux termes de l'article 9 du Statut de Londres du Tribunal militaire international.
3. Les personnes ou les groupes poursuivis à juste titre pour des crimes non politiques ou pour des actes contraires aux buts et principes des Nations Unies ne peuvent se réclamer des droits établis aux articles _____, _____ et _____ de la présente Convention.

Article 2

Obligations générales

Tout membre d'une minorité jouit des mêmes droits et a les mêmes devoirs vis-à-vis de l'Etat que les autres ressortissants de ce dernier.

^{1/} Si la Commission estime que les groupes qui désirent s'assimiler doivent aussi être protégés par le présent projet de convention, elle peut étendre la portée de cet article en remplaçant "et désire" par "et désire ou ne désire pas".

Article 3

Droits ou avantages acquis

Aucune disposition de la présente convention ne peut être interprétée comme imposant une limitation ou comme portant atteinte à aucun des droits et libertés mentionnés dans la présente Convention, qui pourrait déjà être garanti en vertu des lois d'un Etat contractant ou en vertu de toute convention à laquelle cet Etat est partie.

Article 4

Coexistence et assimilation

1. Chaque Etat contractant s'engage à assurer aux minorités la possibilité de coexister avec les autres éléments de la population qui vivent sur son territoire et qui sont placés sous sa juridiction et de jouir, en droit et en fait, du même traitement et de la même sécurité. Toutefois, chaque Etat contractant fera tout son possible pour faciliter l'assimilation des minorités qui le désirent.

2. Chaque Etat contractant donnera aux minorités et aux éléments dominants de la population la possibilité de se familiariser avec la langue, les traditions et les caractéristiques des autres éléments de la population, en vue de favoriser des contacts mutuellement profitables.

Article 5

Nationalité

Nul ne se verra refuser la reconnaissance de sa nationalité ni ne sera privé de sa nationalité pour la seule raison qu'il appartient à une minorité.

DEUXIEME PARTIE

Article 6

Lutte contre les mesures discriminatoires

1. Aucun Etat contractant ne prendra ni n'aidera à prendre des mesures discriminatoires, en particulier par l'action des tribunaux ou des autorités administratives, contre une minorité ou contre l'un des membres de cette minorité, pour des motifs fondés sur la race, la couleur, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre condition.
2. Chaque Etat contractant s'efforcera, par tous les moyens dont il dispose, tels que les moyens législatifs, administratifs et éducatifs, d'empêcher l'application à une minorité ou à l'un de ses membres de pratiques discriminatoires ayant pour motif la race, la couleur, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre condition.
3. Chaque Etat contractant s'engage à considérer comme un délit punissable par la loi les pratiques discriminatoires dont se rendraient coupables des fonctionnaires publics.

Article 7

Participation à la direction des affaires publiques

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le même traitement que celui qui est accordé dans des circonstances pareilles à tous les autres ressortissants de cet Etat, en ce qui concerne :
 - a) le droit de suffrage à toutes les élections;
 - b) le droit d'éligibilité ou le droit d'être nommé à des fonctions publiques;
 - c) le droit d'exercer toutes les fonctions publiques, quelle qu'en soit la nature.
2. Si l'une des parties contractantes à la présente Convention se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter immédiatement des obligations du présent article, parce que son opinion publique s'y oppose ou que certaines minorités ne sont pas suffisamment évoluées, elle s'engage à édicter, à titre temporaire, des mesures qui garantissent le droit des minorités d'être équitablement représentées à la

direction des affaires publiques et dans les services publics dans toute la mesure compatible avec les nécessités d'une bonne administration.^{2/}

Droit de circuler librement et droit de choisir sa résidence

Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le droit de choisir leur résidence et de circuler librement sur son territoire, sous réserve seulement des règlements applicables dans les mêmes circonstances à tous les autres ressortissants du pays.

Article 9

Liberté de réunion paisible

Chaque Etat contractant reconnaît le droit de réunion paisible des associations, groupes professionnels et syndicats composés en majeure partie de membres des minorités. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prévues par la loi et qui sont nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale et de l'ordre public, de la santé publique et des bonnes mœurs, ou des droits et des libertés d'autrui.

Article 10

Droit de choisir son conjoint, de se marier et de fonder une famille

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités ayant atteint l'âge nubile le droit de choisir un conjoint, de se marier, de fonder une famille et de dissoudre le mariage au même titre qu'il l'accorde à ses autres ressortissants en général dans les mêmes circonstances.
2. Nul Etat contractant n'établira ni n'imposera des entraves ou des restrictions légales ou administratives au droit des hommes et des femmes ayant atteint l'âge nubile de se marier et de fonder une famille sans aucune limitation fondée sur la race, la nationalité ou la religion.

^{2/} La Sous-Commission voudra peut-être étudier la possibilité d'ajouter au présent article les mots suivants : "en décidant, par exemple, qu'un certain nombre de postes seront réservés à des membres des minorités à tous les échelons de l'administration."

^{3/} Cet article sera peut-être jugé inutile, comme faisant double emploi avec l'article 8 du projet de Pacte des droits de l'Homme.

Article 11

Droit de gagner sa vie

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le même traitement qu'il accorde dans les mêmes circonstances, à ses autres ressortissantes en général en ce qui concerne l'adjudication de travaux publics, l'octroi de patentes, l'accès aux affaires, à une profession, à un métier ou à un emploi, ou aux moyens de formation professionnelle.
2. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le traitement qu'il accorde dans les mêmes circonstances à ses autres ressortissants en général, en ce qui concerne le droit d'exercer une profession libérale, agricole, industrielle, artisanale et commerciale, et le droit de créer des entreprises commerciales et industrielles.

Article 12

Biens meubles et immeubles

Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le traitement qu'il accorde dans les mêmes circonstances à ses autres ressortissants en général, en ce qui concerne l'acquisition de biens meubles et immeubles et l'exercice des droits qui s'y rattachent, ainsi que les baux et autres contrats relatifs aux biens meubles et immeubles.

Article 13

Droit à l'usage des services destinés à la communauté

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le traitement qu'il accorde dans les mêmes circonstances à ses autres ressortissants en général, en ce qui concerne l'usage des services destinés à la communauté, fournis, en tout ou en partie, par l'Etat ou par d'autres autorités publiques : enseignement, services culturels, logement, services sanitaires, secours ou assistance publique, et autres services analogues.^{4/}

4/ La Sous-Commission voudra peut-être ajouter à cet article un paragraphe conçu à peu près comme suit :

"Aux cas où une minorité n'aurait pas atteint le degré de développement éducatif, culturel ou social des autres éléments de la population, chaque Etat contractant s'engage à accorder à cette minorité, à titre temporaire, des services publics plus importants qu'aux autres éléments de la population, afin d'aider cette minorité à atteindre le niveau général de développement éducatif, culturel et social des autres éléments de la population."

Article 14Législation ouvrière et sécurité sociale

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités le traitement qu'il accorde dans les mêmes circonstances à ses autres ressortissants en général, dans les domaines ci-après :

- a) rémunération (y compris les allocations familiales si elles font partie de la rémunération), heures de travail, heures supplémentaires, congés payés, réglementation du travail à domicile, âge minimum de l'emploi, apprentissage et formation professionnelle, travail des femmes et des enfants, jouissance des avantages des contrats collectifs et indemnités pour les accidents ou les maladies du travail, dans la mesure où toutes ces questions sont régies par des lois ou règlements, ou soumises au contrôle de l'administration publique;
- b) Sécurité sociale (dispositions législatives relatives aux domaines ci-après : accidents du travail, maternité, maladie, invalidité, vieillesse, décès, chômage, charges de famille, ainsi que tous les autres domaines auxquels s'applique la sécurité sociale conformément aux lois ou aux règlements nationaux).

Article 15Possibilité de se rendre à l'étranger

Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités les mêmes facilités qu'il accorde dans les mêmes circonstances à ses autres ressortissants en général, pour quitter le territoire de l'Etat et bénéficier de la protection consulaire à l'étranger.

Article 16Mesures éducatives destinées à lutter contre la discrimination

1. Chaque Etat contractant s'engage à inscrire dans ses programmes d'enseignement des matières tendant à encourager la répression de toute incitation à la haine, raciale ou autre, et à développer la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux.
2. Chaque Etat contractant s'engage à collaborer avec les Gouvernements, avec l'UNESCO et les autres organisations intergouvernementales et avec les organisations non gouvernementales qui visent à atteindre ces mêmes objectifs.

TROISIEME PARTIE

Article 17

Protection des minorités

Chaque Etat contractant accordera aux minorités le droit de jouir de leur propre vie culturelle et de la développer, de professer et de pratiquer leur propre religion, d'employer leur propre langue en privé, dans les relations commerciales, dans la pratique de leur culte, dans la presse et les publications de toutes sortes, dans les réunions publiques, ainsi que le droit de participer à l'activité politique du pays.

Article 18^{5/}

Emploi de la langue de la minorité

Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités linguistiques le droit et les moyens d'employer leur propre langue, soit verbalement, soit par écrit, devant les tribunaux et les organes de l'administration publique, centrale et locale.

Article 19

Enseignement

1. Chaque Etat contractant accordera aux membres des minorités les mêmes facilités d'accès à l'enseignement public qu'il accorde en général, dans les mêmes circonstances, à ses autres ressortissants.
2. Dans les villes et dans les régions où existe une minorité linguistique qui désire que l'enseignement dans les écoles primaires soit donné dans la langue de la minorité, chaque Etat contractant devra donner l'enseignement dans cette langue; il pourra cependant rendre l'enseignement d'une langue officielle obligatoire dans ces écoles.
3. Dans les villes et dans les régions où existe une minorité linguistique ou religieuse qui demande l'autorisation d'ouvrir ses propres établissements scolaires, scientifiques et culturels, de les administrer et d'en fournir le corps enseignant, d'en établir les programmes conformément aux normes régulières exigées par l'Etat, ou d'enseigner la langue ou la religion de la minorité, chaque Etat contractant étudiera favorablement ces demandes, ainsi que l'octroi à ces institutions d'une part équitable des crédits et des facilités techniques disponibles.

5/ M. Ekstrand est d'avis que l'article 19, qui est plus général que l'article 18, devrait venir avant ce dernier.

4. Rien dans le présent article ne devra être interprété comme donnant à une minorité en tant que telle, ni à un membre d'une minorité, le droit de susciter par l'éducation un esprit d'isolement du reste de la population de l'Etat, ou de négliger les traditions communes à la population de l'Etat dans son ensemble.

QUATRIEME PARTIE

Mise en oeuvre et dispositions finales

Article 20

Collaboration avec l'Organisation des Nations Unies

1. Chaque Etat contractant s'engage à collaborer, dans l'exercice de leurs fonctions, avec toute institution ou tout organe chargé par les Nations Unies de la lutte contre les mesures discriminatoires ou de la protection des minorités; en particulier, il leur facilitera le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention.

2. Pour permettre à l'institution appropriée des Nations Unies de faire rapport aux organes compétents de l'Organisation, chaque Etat contractant s'engage à lui fournir, sous la forme voulue, tous les renseignements, statistiques et informations requis en ce qui concerne :

- a) la situation des minorités;
- b) la mise en oeuvre de la présente Convention;
- c) les dispositions législatives prises pour la lutte contre les mesures discriminatoires ou la protection des minorités, la mesure dans laquelle elles sont appliquées et les résultats obtenus; et
- d) les mesures prises notamment dans le domaine éducatif, en vue d'éliminer les causes économiques et sociales de la discrimination, et les résultats obtenus.

- - - - -